

Les vertus du smic... chez les Anglo-Saxons

LE MONDE | 02.04.2016 à 11h08 • Mis à jour le 02.04.2016 à 11h09



Le premier ministre britannique, David Cameron, et le ministre des finances, George Osborne, à la Chambre des communes, à Londres, le 23 mars. AFP

Editorial du « Monde ». Les esprits incroyables auront sans doute cru à un poisson d'avril : le premier ministre britannique, David Cameron, lointain successeur de Margaret Thatcher, a décidé d'augmenter le salaire minimum au Royaume-Uni. La mesure est entrée en vigueur le 1^{er} avril, avec une hausse de 7,5 %, faisant passer le salaire minimum brut à 7,20 livres, soit 9,10 euros (contre 9,67 euros en France). L'objectif est d'atteindre d'ici à 2020 une hausse de 40 %. Le retournement apparaît spectaculaire pour des conservateurs qui s'étaient opposés fermement à l'introduction du salaire minimum par le travailliste Tony Blair en 1999.

Après des années de politiques néolibérales, les économies anglo-saxonnes se convertissent au salaire minimum. Ce fut le cas de la chancelière allemande Angela Merkel, qui a introduit un salaire horaire minimum de 8,50 euros début 2015 sous la pression de ses partenaires sociaux-démocrates. Et le phénomène gagne les Etats-Unis : Barack Obama a lancé une campagne en faveur d'un salaire horaire minimum à 10,10 dollars, tandis que l'Etat de New York et la Californie ont décidé de l'augmenter de moitié, à 15 dollars de l'heure, d'ici à respectivement 2018 et 2022.

Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis. Ces trois pays ont en commun de s'être infligé une potion amère : flexibilisation du marché du travail et baisse drastique des salaires de la population la moins qualifiée. Cette politique a permis de retrouver le plein-emploi – le chômage n'y frappe pas plus de

5 % de la population active. Mais au prix d'une pauvreté et d'inégalités accrues, d'une faible croissance et d'un coût budgétaire élevé.

Contraintes budgétaire et sociale

La contrainte budgétaire est le premier souci de George Osborne, le chancelier de l'échiquier britannique. En effet, au Royaume-Uni, ceux qu'on appelle les travailleurs pauvres ont droit à une aide de l'Etat, budgétairement coûteuse. M. Osborne, qui a pour slogan « *une société aux salaires en hausse mais aux aides réduites* », veut sabrer ces allocations et forcer les entreprises à payer des salaires permettant de vivre.

La deuxième contrainte est sociale. Les inégalités sont devenues criantes et la cohésion sociale en est menacée, d'autant que les salaires progressent peu, même en cas de reprise économique. L'ubérisation de l'économie réduit presque à néant la capacité de négociation des salariés dans le secteur des services. A un dialogue social inopérant se substitue logiquement l'action publique. La Californie a d'ailleurs agi sous la menace d'un référendum citoyen exigeant une hausse du salaire minimum.

Il s'agit aussi de faire du néofordisme, d'augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres pour relancer la croissance

Le troisième souci est d'ordre macroéconomique. Il vise à faire du néofordisme, à augmenter le pouvoir d'achat des plus pauvres pour relancer la croissance. En espérant que la hausse du salaire minimum ne détruira pas d'emplois. Un pari jusqu'ici réussi au Royaume-Uni comme en Allemagne. Il est vrai que les Britanniques ont pris leurs précautions en ne remontant pas le salaire minimum des moins de 25 ans.

Cette expérience politique mérite d'être tentée parce que le salaire minimum est faible dans ces pays (52 % du salaire médian en Allemagne, 48 % au Royaume-Uni et 37 % aux Etats-Unis) et les inégalités criantes. La France est dans une situation tout autre : le chômage y est massif, le smic proportionnellement plus élevé (60 % du salaire médian) et les inégalités contenues. Mais cela n'empêche pas de saluer le retour en grâce du salaire minimum chez les Anglo-Saxons.